

Les subsides

publics et les fonds privés. C'est ainsi que se perd une bonne proportion de l'activité et de la richesse économiques lorsqu'on effectue des compressions budgétaires dans les domaines des arts et de la culture.

Je pourrais citer d'autres domaines où le gouvernement pourrait décider d'opérer des coupures, qui auraient beaucoup plus de bon sens sur le plan économique et qui nous permettraient de continuer à soutenir les artistes canadiens et donc de continuer à bénéficier de leurs talents créateurs et de la richesse qu'ils apportent à notre culture.

Pour conclure, je mets nos vis-à-vis au défi de nous expliquer pourquoi on effectue ces coupures budgétaires dans le domaine des arts. Je n'ai entendu aucune explication rationnelle, s'appuyant sur des faits, pour les justifier.

M. Caldwell: Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement l'intervention du député. Il a dit vers la fin qu'il pourrait suggérer d'autres domaines où le gouvernement pourrait opérer des compressions budgétaires. Il a dit que 78 p. 100 de la population veulent que les arts et la culture bénéficient de subventions fédérales. Or, la majorité des Canadiens ont fait savoir qu'ils voulaient voir diminuer le déficit. Le député recommande-t-il que l'on pratique des coupures dans les programmes sociaux, que l'on manque aux engagements relatifs au remboursement de la dette, ou que l'on plafonne les crédits à l'enseignement supérieur? Dans quels domaines recommande-t-il d'effectuer des coupures?

Il a également fait remarquer que 1.8 p. 100 du budget était consacré à la culture. Il convient de signaler que le domaine de l'agriculture bénéficie d'une proportion moindre du budget bien qu'il donne de l'emploi à plus de Canadiens que le domaine des arts et de la culture. Le député peut-il nous dire dans quels programmes fédéraux il effectuerait ces coupures afin de laisser intact le budget culturel?

Je tiens à signaler par ailleurs que les réductions budgétaires de Radio-Canada représentent 75 millions de dollars. La société Radio-Canada a dit qu'il faudrait licencier 1,500 personnes lorsque la réduction a été annoncée. On en a toutefois licencié moins de la moitié. Radio-Canada a fait du bon travail en veillant à licencier le moins de personnes possible.

Où le député voit-il que l'on crée d'énormes fossés dans notre mosaïque culturelle? Où pense-t-il qu'il faille faire des réductions?

M. Keeper: Monsieur le Président, je voudrais parler d'une ou deux questions que le député a abordées. Il a dit que les Canadiens voulaient que l'on réduise le déficit. Si j'ai bonne mémoire de ce qui s'est passé pendant la campagne électorale, les conservateurs ont dit qu'ils réduiraient le déficit en supprimant le gaspillage. Ils ont dit qu'ils ne toucheraient pas aux programmes utiles ni aux activités intéressantes. C'est pour cette formule de réduction du déficit que les Canadiens ont voté. Maintenant que les conservateurs sont au pouvoir, ils réduisent des dépenses publiques importantes qui influencent la qualité de vie et le niveau de chômage au Canada. Ce n'est pas ce que les conservateurs ont promis pendant la campagne électorale.

Le député a demandé où il faut faire des réductions budgétaires. Nous pourrions songer aux dépenses fiscales au Canada. Combien perd-on en accordant des dégrèvements fiscaux pour amortissement aux grandes sociétés, sous prétexte de favoriser le développement économique ou la création d'emplois et ces

dégrèvements portent-ils leurs fruits et permettent-ils à ces sociétés d'atteindre les objectifs qu'elles se sont fixées? Nous pourrions chercher de ce côté-là. Nous pourrions également examiner le secteur pétrolier en général qui continue à recevoir des profits inespérés et des subventions du gouvernement. Et l'argent que l'on consacre aux uniformes militaires? Était-ce une dépense nécessaire? Cette dépense était-elle plus importante que les arts?

M. St. Germain: Monsieur le Président, je respecte beaucoup le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper), car je suis né au Manitoba. Je me sens toutefois toujours obligé d'intervenir lorsque des députés néo-démocrates refusent de tenir compte de la responsabilité financière. Si le NPD et les libéraux avaient continué à se coaliser pour instaurer des programmes au mépris de toute responsabilité financière, il n'y aurait pas d'arts dans ce pays. Notre économie serait complètement dévastée.

• (1630)

Ces députés ne cessent de répéter qu'ils veulent détruire ce qui fonctionne bien pour construire Dieu sait quoi à la place. Ils veulent distribuer équitablement des richesses inexistantes. Notre parti n'a jamais négligé les arts et n'a pas l'intention de le faire. Nous continuerons à soutenir les arts, mais nous devons assumer nos responsabilités. Si, comme nos prédécesseurs, nous manifestions l'irresponsabilité qui nous a menés au bord de la faillite, nous détruirions totalement toute possibilité d'avenir non seulement pour le secteur des arts, mais pour tous les Canadiens.

J'ignore pourquoi le député—et je voudrais qu'il réponde à cela—et son parti ont tellement peur du secteur privé et de l'intervention des particuliers. Notre grand pays s'est développé non pas grâce au socialisme ou à l'interventionnisme de l'État, mais parce que son peuple partageait les mêmes espoirs et les mêmes rêves.

M. Keeper: Et le CP?

M. St. Germain: Le député mentionne le CP. Il n'ignore pas que le CP fonctionne suivant le système de la libre entreprise.

M. Keeper: Il a été financé par le gouvernement.

M. St. Germain: Je demande au député pourquoi son parti et lui ont tellement peur de voir les Canadiens moyens, les gens ordinaires, édifier des entreprises?

M. Keeper: Laissez-moi le temps de répondre à cette question.

M. St. Germain: Je vous donnerai l'occasion d'y répondre. J'en serais ravi. Pourquoi avez-vous peur du secteur privé?

M. Keeper: Monsieur le Président, je vais dire au député pourquoi nous avons peur du secteur privé. Nous n'avons pas peur de lui. Nous croyons en une économie mixte.

Mme Copps: Comme nous.

M. Nunziata: Comme nous.

M. Keeper: Je vais vous dire une chose au sujet du financement des arts. Ces restrictions budgétaires font du tort à l'économie et empêchent de réduire le déficit, parce que les arts sont financés à la fois par le secteur privé et le secteur public. Chaque dollar que nous investissons dans ce domaine décuple de valeur une fois entre les mains du secteur privé qui le fait circuler dans l'économie. Quand l'État consacre de l'argent aux arts, il montre qu'il fait confiance au secteur privé. Nous